


Début de la construction d'une nouvelle école pour le CECCE



courtoisie

Publié le 30 Octobre 2012
Sébastien Pierroz 

La première pelletée de terre d'une nouvelle école élémentaire pour le Conseil des écoles élémentaires catholiques (CECCE) a été effectuée ce matin à Notre-Dame-des-Champs.

Sujets : [école pour le CECCE](#) , [Chemin Renaud](#) , [Orléans](#) , [Chemin River Mist](#)

Situé au 6280, chemin Renaud au sud d'Orléans, l'édifice sera opérationnel dès le mois d'août 2013 et pourra accueillir 360 élèves de la maternelle à la 6e année. Une garderie y sera également aménagée. L'équivalent de 26 places additionnelles pour les enfants de ce secteur. Le coût des opérations s'élèvera à près de 12 millions de dollars.

Selon le CECCE, l'établissement sera construit selon de rigoureux standards en matière de développement durable et d'efficacité énergétique. « On parle ici de centres de tri de recyclage, supports à vélo et éclairage naturel. », a expliqué Bernard Roy, directeur de l'éducation au CECCE.

Le projet de construction à Notre-Dame-des-Champs vise à améliorer la répartition des élèves entre les écoles. « Il y a dans ce secteur une grande expansion. Beaucoup sont désormais au delà de leur capacité ».

Toujours sur des motifs d'expansion, une première pelletée de terre avait également été donnée la semaine dernière non loin de là au 2450, chemin River Mist à Barrhaven. L'établissement ouvrira aussi ses portes en août 2013.

Le projet de construction d'une troisième école, dans le secteur de Kanata, demeure également à l'ordre du jour.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

Article rank | 31 Oct 2012 | Ottawa Citizen | TERESA SMITH Tesmith@ottawacitizen.com
[Twitter.com/tsmithjourno](https://twitter.com/tsmithjourno)

Debate heated over Christmas concert

Parents angry celebration cancelled again

EMBRUN • An Ottawa-area elementary school is continuing its own Christmas tradition this year — much to the chagrin of a handful of parents.

The staff at Cambridge Public School decided last year not to stage a Christmas concert because not all students were allowed to participate.

But while this will be the second year with no yuletide performance — the school will put on a big spring concert in March — the mood in the parent council meeting Tuesday evening was tense.

Bob Bond who has two children at the Embrun school, stood up to address the packed room.

“Why are our traditions and values being completely forgotten about and obliterated?” asked Bond, who with his wife, Laura, spearheaded a campaign to get the concert back.

The principal, who received hundreds of hate-filled emails from across Canada after she made the decision last year to cancel the concert, said the school is still celebrating Christmas with a Christmas craft night, a visit from Santa Claus, and a carolling trip.

Mhairi Rowland, who has led the school for four years, said it was just impossible for the staff to continue putting on an event that used class time for preparations if not every student could participate.

“We don’t ever make a decision without first considering what’s best for the kids,” she said.

Rowland told parents at the meeting that they were welcome to use the school’s facilities at no charge to plan their own Christmas concert.

But that didn’t sit well with Bond, who said a “time honoured tradition” was being withheld from the majority in order to placate the minority — a situation he called undemocratic.

“Religion is running our public schools all over North America,” Bond said.

David Thomas, chief executive of the Upper Canada District School Board, was also at the meeting to show his support for Rowland’s initiative, which prevents nine children, whose families are Jehovah’s Witnesses and therefore don’t celebrate the holiday, from having to sit outside the principal’s office while the rest of the school rehearses for a Christmas play.

“(Rowland) and her staff have rubbed up against an issue that is everywhere across North America,” he said.

And while there’s no discussion of bringing back the concert, Thomas said he hopes the parent council uses this opportunity to create a celebration that is accepting and inclusive of everyone.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Previous Story](#)

[Next Story](#)

[Article précédent](#)[Article suivant](#)31 octobre 2012 | *Le Droit* | DAPHNÉ LEMELIN | *Collaboration spéciale*

Des étudiants québécois au coeur de « Frankenstorm »

WASHINGTON — Panne d'électricité, inondations, transports en commun fermés et état d'urgence décrété... Vingt-huit étudiants à la maîtrise en communication publique de l'Université Laval (UL), dont un Gatinois, ont vécu l'ouragan Sandy de près, lundi et hier, à Washington et New York.

« Ça m'a fasciné de savoir que New York, la ville qui ne dort jamais, dormait cette fois », s'exclame Nicolas Pelletier, originaire du secteur Hull.

En séjour d'études dans les deux centres urbains pour rencontrer divers professionnels, les étudiants séparés en deux groupes – 16 à Washington, 12 à New York – ont subi l'ouragan comme des millions d'Américains hier. L'état d'urgence ayant été décrété dans les deux centres urbains, les transports en commun étaient inaccessibles, les institutions fédérales fermées et les habitants largement confinés dans leur domicile sur recommandation du gouvernement.

À New York, où la « Frankenstorm » a durement frappé, « l'ambiance était curieusement familiale », rapporte Boris Proulx, aussi étudiant en journalisme international à l'UL. « Il n'y a pas d'électricité, ni de signal de cellulaire. Il y a des déchets partout : tout le monde sort marcher. Présentement les rues sont bondées et les commerces sont fermés. C'est surréaliste », a-t-il confié hier au Droit.

Ce qui a frappé plutôt M. Pelletier, lui qui a vécu la tempête dans le quartier Harlem, où les dégâts ont été plutôt limités, reste l'attitude de certains résidents : « C'est quand j'ai été dans le coin des grandes boutiques et de Time Square et que les touristes étaient fâchés que les magasins soient fermés. Il y avait une grosse gang qui n'en avait rien à faire des dommages humains ».

Washington D.C.

Du côté de Washington, D.C., où Sandy s'est montrée plus clémente, les pannes d'électricité, des inondations et quelques arbres déracinés ont été le lot des résidents. Cloîtrés dans une maison datant du XIXe siècle, 16 étudiants ont dû, dans la bonne humeur tout de même, faire face aux risques inhérents des vieilles demeures. Vitres craquées et inondation au soussol, les dommages ont tout de même été moins importants que dans la Grosse Pomme. « Les gens pensaient que les fenêtres allaient lâcher un peu partout », raconte Maxime Mariage, qui s'est occupé de placarder les fenêtres et de solidifier celles qui s'étaient fendues. « C'était pas aussi gros que ce j'avais pensé d'abord. Quoique je ne croyais pas que la maison allait résister non plus, les vitres surtout », tempère-t-il.

Les étudiants de l'Université Laval habitant à Washington s'accordent pourtant sur un point. Pour eux, la situation était plus dramatique vue de l'extérieur. « On était comme dans notre cocon », confie Sarah Pomar-Chiquette, originaire de Sherbrooke. « Nous étions très isolés, il a beaucoup venté, mais je m'attendais à plus de dégâts que ce qu'il y a réellement eu », croit-elle.

Une vision différente de celle de Nicolas Pelletier, qui témoigne que ce qui l'a le plus frappé demeure « le surréalisme de New York avec les arbres brisés, les feuilles partout. Mais surtout, surtout, le regard des gens qui se disent : il se passe quelque chose d'anormal. »



Une aventure donc pour les étudiants de l'Université Laval qui se rappelleront longtemps de ce séjour d'études et de cette « Frankenstorm » quelque peu inquiétante.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Frissons dans la capitale

Que l'on y croit ou pas, les légendes et témoignages sur la présence de fantômes dans certains édifices d'Ottawa alimentent les discussions dans les chaumières depuis des siècles. Les histoires de fantômes sont nombreuses et concernent principalement de vieux édifices. Selon Michel Prévost, archiviste en chef de l'Université d'Ottawa, il y a peu de risques de sentir la présence de fantômes dans les bâtiments récents. « Nos recherches sur les fantômes de la région démontrent que ces derniers adorent vivre dans les bâtiments anciens de pierre, de brique et de bois, souligne-t-il. En effet, les fantômes n'aiment pas les édifices modernes et préféreraient de loin les monuments historiques. » En cette journée d'Halloween où fantômes, sorcières et zombies sont à l'honneur, *LeDroit* vous raconte quelques légendes régionales bien ancrées dans l'imaginaire populaire.

LE FANTÔME DU COULOIR DE LA MORT

Plus d'un siècle après son exécution par pendaison, l'assassin de Thomas d'Arcy McGee hanterait toujours le huitième étage de l'ancienne prison du comté de Carleton. Le corps de Patrick James Whelan a disparu après son exécution dans la cour de la prison en 1869. Depuis, son fantôme flotterait dans l'ancien couloir de la mort et serait à l'origine de phénomènes paranormaux. À tel point que les propriétaires de l'établissement, transformé en auberge de jeunesse après la fermeture de la prison en 1972, ont cessé de louer les geôles du huitième. « Ils avaient trop de trouble avec les gens qui se réveillaient en panique en plein milieu de la nuit », raconte Stéphanie Robinson, gérante de la Marche hantée d'Ottawa. À certaines périodes de l'année, il demeure possible de louer pour la nuit les geôles du couloir de la mort. « C'est réservé aux groupes de 10 personnes et plus », précise M^{me} Robinson. Le fantôme de Whelan, qui a toujours clamé son innocence, semble alors se tenir tranquille...
75, rue Nicholas, Ottawa



LA VIEILLE DAME BRÛLÉE VIVE

Une « vieille servante » errait depuis maintenant plus de cent ans dans le pavillon Tabaret de l'Université d'Ottawa (U d'O). Il s'agirait d'une dame ayant péri lors d'un incendie survenu à l'université le 3 décembre 1903. « L'incendie a fait trois morts, deux pères oblates et une vieille servante qui périt dans les flammes, indique Michel Prévost, archiviste en chef à l'U d'O. Étrangement, selon un témoin oculaire, le père Auriemma Veronneau, on n'a jamais rien trouvé, même pas son squelette. » La dame aurait hanté l'actuel pavillon Tabaret, qui a en partie été reconstruit à l'endroit où se trouvait l'édifice incendié. « Son fantôme serait apparu à plusieurs reprises dans l'aile Marcotte, construite en 1922, raconte M. Prévost. À cette époque, des étudiants de l'université couchaient au pavillon Tabaret et plusieurs d'entre eux ont senti la présence de cette femme pendant la nuit. Comme il n'y a plus d'étudiants qui couchent au pavillon Tabaret depuis 1963, il n'y a plus personne pour attester la présence de cette dame brûlée vive en 1903. Quoi qu'il en soit, elle continue sans doute à se promener tard la nuit dans le bâtiment. »
Pavillon Tabaret de l'Université d'Ottawa, 550, rue Cumberland, Ottawa

LE MOULIN HANTÉ

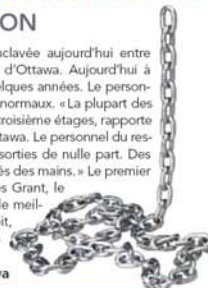
Le fantôme de la deuxième épouse de l'ancien député fédéral Joseph Merrill Currier hanterait le Moulin Watson, à Manotick, au sud d'Ottawa, depuis l'hiver 1861. M. Currier, l'un des propriétaires du moulin, maria cette année-là une jeune femme appelée Ann Crosby. Un mois après la célébration, la nouvelle mariée fut victime d'un terrible accident. Pendant une fête pour souligner le succès de la première année en affaires du moulin, la robe de la jeune femme a été prise dans une machine. La jeune femme a été projetée contre un pilier et est morte sur le coup. Depuis ce temps, on rapporte au moulin des sons inexplicables et des apparitions mystérieuses, et ce « aussi récemment qu'en 1997 », souligne-t-on sur le site Internet du Moulin Watson.
Moulin Watson, 5525, rue Dickinson, Manotick

LE FANTÔME FARCEUR

Le plus vieil édifice de pierre d'Ottawa serait aussi l'un des lieux les plus hantés de la capitale, affirme Stéphanie Robinson de la Marche hantée d'Ottawa. Construite en même temps que le canal Rideau, l'ancienne maison d'intendance abrite aujourd'hui un musée. Ici aussi, on rapporte des bruits de pas dans l'escalier et une vidéo qui a tendance à s'allumer toute seule après la fermeture... « On n'est pas certain de qui serait le fantôme puisque beaucoup de gens sont décédés durant la construction du canal Rideau. Mais ce pourrait être Duncan McNab, un des ouvriers de l'époque. Sa personnalité de farceur et de joueur de tours colle avec la personnalité du fantôme », dit M^{me} Robinson. À moins que ce ne soit le fondateur d'Ottawa, le Colonel John By lui-même. « Un jour que le nom de McNab était mentionné dans la boutique, l'écran de l'ordinateur est devenu tout bleu et le nom de Colonel By est apparu à maintes reprises... Était-ce un message de sa part pour nous dire qu'en fait, c'est lui, le fantôme? » dit M^{me} Robinson.
Musée Bytown, 1 ruelle Canal, Ottawa

LE MÉDECIN DE LA PRISON

La Maison Grant, construite en 1875, est enclavée aujourd'hui entre plusieurs bâtiments modernes du centre-ville d'Ottawa. Aujourd'hui à l'abandon, elle a abrité un restaurant il y a quelques années. Le personnel aurait alors assisté à des phénomènes paranormaux. « La plupart des apparitions se sont produites aux deuxième et troisième étages, rapporte Stéphanie Robinson des Marches hantées d'Ottawa. Le personnel du restaurant entendait des bruits de pas, des voix sorties de nulle part. Des plateaux de nourriture leur ont aussi été arrachés des mains. » Le premier propriétaire de la maison est le docteur James Grant, le médecin attitré de la prison d'Ottawa. « C'est le meilleur candidat pour être le fantôme de l'endroit, reprend M^{me} Robinson. Il a vécu dans la maison pendant 45 ans avant d'y mourir. »
Maison Grant, 151, rue Elgin, Ottawa



LE NAUFRAGÉ DU TITANIC

Des bruits de pas mystérieux, des meubles qui bougent tout seuls... L'esprit de Charles Melville Hayes hanterait toujours le cinquième étage du Château Laurier à Ottawa. « La semaine dernière, des gens qui séjournaient au cinquième étage ont raconté avoir entendu des bruits bizarres dans le couloir. Pourtant, chaque fois qu'ils ouvraient la porte pour vérifier, il n'y avait rien », raconte Stéphanie Robinson, gérante de la Marche hantée d'Ottawa. Président de la compagnie de chemin de fer du Grand Tronc, Charles Hayes était en Angleterre pour préparer l'ouverture officielle du Château Laurier en 1912. Le destin a voulu qu'il revienne sur le Vieux Continent à bord du Titanic. Il est mort lors du naufrage qui a fait 1500 victimes au large de Terre-Neuve, le 14 avril. « Finalement, l'hôtel a ouvert ses portes sans grandes célébrations le 1^{er} juin suivant. On dit que M. Hayes serait revenu hanter l'hôtel qu'il n'a jamais pu inaugurer », raconte M^{me} Robinson.
Château Laurier, 1, rue Rideau, Ottawa



LE FANTÔME DE FIN D'ANNÉE

Ancêtre de l'Université d'Ottawa, le collège Bytown, fondé en 1847 par l'ancien évêque Joseph-Bruno Guigues, était situé sur les terrains de l'Académie de La Salle, sur la promenade Sussex. « Monseigneur Guigues, premier évêque catholique de Bytown et fondateur de l'Université d'Ottawa (U d'O), apparaît à la dernière heure du dernier jour de l'année, entre 23 h et minuit, raconte l'historien Michel Prévost, archiviste à l'U d'O. Il y a plusieurs gardiens qui ont travaillé là au fil du temps qui ont confirmé sa présence, au dernier étage du bâtiment. » L'édifice abrite aujourd'hui des bureaux de l'École de la fonction publique du Canada.
Académie de La Salle, 373 promenade Sussex, Ottawa

SIR WILFRID LAURIER

Le 3 février 1916, l'édifice du centre du parlement d'Ottawa fut détruit par un incendie. La Chambre des communes fut ensuite aménagée dans le Musée canadien de la nature, où les parlementaires siègèrent pendant quatre ans. L'ancien premier ministre du Canada, Sir Wilfrid Laurier, décédé le 17 février 1919, fut exposé en chapelle ardente dans l'auditorium du musée. « On dit que son âme serait restée là et continuerait à errer », raconte Michel Prévost, archiviste en chef à l'Université d'Ottawa.
Musée canadien de la nature, 240, rue McLeod, Ottawa



LE DUR À « CUIR »



Alain Landry

greg.landry

171, ST-RENÉ EST
GATINEAU
819.663.2455
www.greglandry.net

MODE POUR HOMMES

LE DROIT, LE MERCREDI 31 OCTOBRE 2012

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

31 octobre 2012 | *Le Droit* | LOUIS-DENIS EBACHER ldebacher@ledroit.com LOUIS-DENIS EBACHER
ldebacher@ledroit.com

L'étudiant libéré sous caution

L'étudiant de l'Université du Québec en Outaouais (UQO) qui aurait menacé de faire irruption avec une mitraillette sur le campus, jeudi, a été libéré hier, promettant de ne pas y remettre les pieds.

Rémi Therriault, un étudiant de première année en sciences comptables, fréquentait le pavillon Lucien-Brault. L'accusé ne pourra plus se trouver sur le terrain d'un établissement scolaire, selon ses conditions de remise en liberté. Il a aussi déposé une caution de 700 \$. M. Therriault ne pourra pas communiquer avec l'UQO, sauf pour annuler son inscription et ses cours, dans les prochains jours. Il devra alors s'adresser à l'administration par personne interposée. L'homme de 32 ans aurait affirmé à une conseillère aux services aux étudiants, jeudi, qu'il sentait le désir de se présenter sur le campus avec une mitraillette. Il n'est jamais passé aux actes. La police l'a d'abord accusé de menaces de mort.

Cannabis

Les autorités n'ont trouvé aucune arme chez lui, mais ont découvert une importante quantité de cannabis, ce qui lui a valu un deuxième chef d'accusation, soit celui de possession de drogue dans le but d'en faire le trafic.

Les paroles auraient été prononcées jeudi, mais l'UQO n'a porté plainte que dimanche dernier.

En début de semaine, la résidence de M. Therriault se trouvait sur la rue Nicolet, dans le secteur Hull. L'endroit de son domicile semble avoir changé, puisque la cour lui ordonne de respecter un couvre-feu, de 22 h à 6 h, à sa résidence de Rockland, en Ontario.

La cour lui interdit de consommer de l'alcool, de posséder des armes, et l'oblige à se présenter en personne tout au long du processus judiciaire.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)[Article suivant](#)

Article précédent

Article suivant

31 octobre 2012 | Le Droit | PHILIPPE PHILIPPE ORFALI porfali@porfali@ledroit.ledroit.com *com isede
s Rem dipl ômé aux les issib adm ge et collè sité du iver l'un de*

Les banques alimentaires au secours de 340 000 enfants

Le nombre de Canadiens forcés de se tourner vers les banques alimentaires a atteint des sommets inégalés, au cours des douze derniers mois. Et la région d'Ottawa-Gatineau ne fait pas exception à la règle.



ETIENNE RANGER, Ledroit

Près de 882 000 personnes n'ont d'autre choix que de se tourner vers la banque alimentaire de leur communauté, dans un mois typique, a fait savoir hier matin Banques alimentaires Canada, au moment de rendre public son rapport annuel, le « BilanFaim ».

Plus préoccupant encore, 38 % – ou 340 000 – de leurs clients seraient des enfants.

Il s'agit d'un bond de 2,4 % à l'échelle du pays, après une légère baisse, en 2011. De cet ensemble, la moitié des bénéficiaires de services de soutien alimentaire sont des familles avec enfants.

En fait, selon l'organisme, le recours aux banques de denrées a crû de 31 % au pays depuis le début de la récession de 2008-2009.

Mais la récession n'est qu'une partie de la réponse, affirme la directrice générale de Banques alimentaires Canada, Katharine Schmidt. « Depuis dix ans, on a vu de nombreux emplois bien payés dans les secteurs manufacturiers, forestier et industriel disparaître. Trop souvent, les emplois qui les

ont remplacés sont dans l'industrie des services, des emplois mal payés, avec de moins bons avantages sociaux et souvent à temps partiel », a-t-elle déploré.

Forte hausse à Ottawa

Dans la région d'Ottawa, le recours aux services de la banque alimentaire locale a bondi de 5% depuis un an, deux fois plus qu'à l'échelle du pays. « La région d'Ottawa connaît plusieurs changements, au niveau de l'emploi, du prix de l'alimentation, du prix de l'essence, du chauffage. Essentiellement, tout coûte plus cher et cela met énormément de pression sur les familles », a souligné Michael Howard, de la Banque alimentaire d'Ottawa.

Léger recul à Gatineau

La tendance est inversée du côté de Gatineau, alors que le recours à la banque alimentaire régionale Moisson Outaouais a connu un léger recul de 7,3 % cette année, par rapport à l'an dernier. L'organisme souligne toutefois que la demande a plus que doublé depuis le début de la période de ralentissement économique, en 2008.

En Outaouais, près de 73% des personnes aidées ont des prestations d'aide sociale comme principale source de revenus.

Règle générale, le Québec s'en tire un peu mieux que la plupart des autres provinces, bien que plus de 150000 personnes par mois recourent aux banques alimentaires.



De l'avis de Philippe Ozga, porteparole francophone de Banques alimentaires Canada, l'existence au Québec de généreux programmes gouvernementaux, comme les garderies à 7\$, permet aux familles à faibles revenus de consacrer davantage à leur alimentation. Le recours aux banques de denrées aurait crû de 31 % au pays depuis le début de la récession de 2008-2009.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Article précédent](#)

[Article suivant](#)

ÉDITORIAL

LeDroit

Fondé le 27 mars 1913
L'avenir est à ceux qui luttentPIERRE JURY pjury@ledroit.com

McGuinty a encore du pain sur la planche

Qu'est ce que Dalton McGuinty devrait-il se hâter de compléter, dans l'échafaudage des structures franco-ontariennes, avant qu'il ne quitte?

La question extrêmement pertinente a été énoncée par Guy Matte, au plus récent Brunch des élus, un événement annuel mis sur pied par l'ACFO d'Ottawa et qui regroupait, il y a 10 jours, une soixantaine de militants de tous les horizons. Par hasard, cette rencontre se tenait dans le sillon de l'annonce du départ du premier ministre Dalton McGuinty.

La question comportait un coefficient de difficulté supplémentaire. Les travaux de l'Assemblée législative ont été suspendus pendant la campagne à la direction du Parti libéral de l'Ontario comme la session a été prorogée, toute initiative suggérée doit se concrétiser sans modification à un texte de loi.

Malgré cette embûche, plusieurs réponses fort pertinentes ont émergé. Matte a pour sa part proposé l'introduction d'une cible de 5% pour l'immigration de langue française en Ontario, de manière à respecter la proportion des populations de langues officielles. La ministre Madeleine Meilleur a reconnu qu'elle était déjà sur la table et a été « reçue favorablement par le ministre des Affaires civiles et de l'Immigration ». Une annonce pourrait survenir « bientôt », a poursuivi la députée d'Ottawa-Vanier.

Le président de l'Assemblée de la francophonie de l'Ontario, Denis Vaillancourt, et sa prédécesseure Mariette Carrier-Fraser ont lancé en chœur que M. McGuinty devrait revoir les critères pour encadrer la désignation des villes sous la Loi sur les services en français. Il faut parfois l'assentiment du député, une étape infranchissable dans certains coins où la majorité élit des députés peu sensibles aux doléances des Franco-Ontariens.

Il suffit de regarder autour des communautés franco-ontariennes pour en trouver d'autres. Par exemple, le gou-

vernement McGuinty devrait profiter des quelques semaines qui lui restent pour revoir les critères d'admissibilité de la Bourse pour étudier en français.

Le Regroupement des étudiants franco-ontariens (REFO) a multiplié les efforts, récemment, pour contrer l'abolition de cette bourse qui s'adressait jusqu'ici aux 2200 étudiants de niveau postsecondaire en Ontario français.

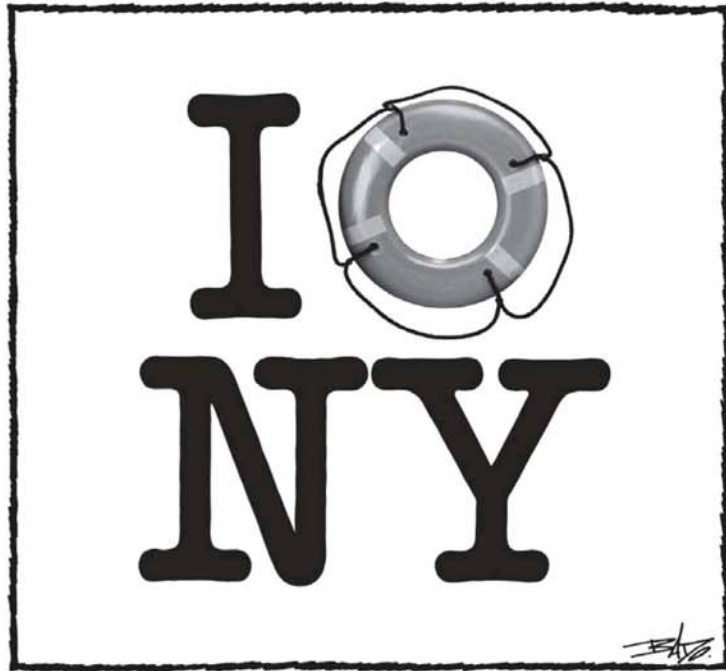
Le gouvernement libéral s'était déjà engagé à réduire de 30% les frais d'études universitaires; il s'agit d'une promesse majeure qui, de surcroît, exercera des pressions énormes sur les finances publiques qui sont revues à la baisse partout où il est possible de le faire.

Le REFO étudie présentement une proposition du ministre de la Formation, des Collèges et Universités, Glen Murray, pour restreindre la subvention aux étudiants qui habitent loin (80 km) et plus d'une institution postsecondaire. Si l'on tient compte aussi du faible éventail des programmes offerts dans certaines régions, il s'agit là d'un compromis acceptable. L'aide financière, après tout, n'est pas considérable à 1200\$.

Dans toutes les régions, dans tous les secteurs, les Franco-Ontariens doivent multiplier d'inspection et d'originalité dans leur recherche de mesures qui peuvent aider à leur avancement collectif. Les quelques exemples cités doivent servir à donner des idées, à nourrir la réflexion.

Le temps presse car l'avenir est incertain. Rien n'augure un changement radical vers un gouvernement moins accueillant face aux demandes des Franco-Ontariens que les libéraux ne l'ont (généreusement) été sous le francophile Dalton McGuinty. Une fenêtre d'ouverture risque de se refermer; personne sait qui gouvernera l'Ontario dans six mois, ou qui sera le prochain boss du Parti libéral de l'Ontario.

Entre-temps, y a-t-il une chance à prendre? Emmenez-en des projets, disait un publiciste. Une invitation que les Franco-Ontariens devraient accepter.

ledroit.ca / LA QUESTION DU JOUR

OURAGAN SANDY

Quelles craintes avez-vous ressenties avec le passage de l'ouragan Sandy?

VOTRE OPINION COMPTE!

Envoyez vos courriels à editorial@ledroit.com.



Les lettres courtes seront privilégiées et la direction se réserve le droit d'abréger les documents. LeDroit ne s'engage ni à publier les documents reçus, ni à justifier leur non-publication. Ne seront publiées que les lettres portant le nom, prénom, adresse et le numéro de téléphone de l'auteur. Seul le nom et lieu de résidence apparaîtront toutefois dans le journal.

À VOUS LA PAROLE

editorial@ledroit.com

Je n'ai pas voté pour ça!

Aux dernières élections fédérales j'ai voté pour Stephen Harper et ses conservateurs. Maintenant, je m'aperçois qu'ils avaient un « agenda caché » pour lequel je n'ai jamais voté, comme le rapprochement avec la monarchie britannique, la remise en question du droit des femmes à l'avortement, les coupes sauvages dans la fonction publique, la nomination d'un juge unilingue anglais à la Cour suprême, la nomination d'un vérificateur général unilingue anglais, le remplacement de l'œuvre d'un peintre canadien par une photo de la reine, etc. Je me sens trahi. Je saurai quoi faire aux prochaines élections...

Richard Jeannotte, Gatineau

Gatineau, ville inclusive?

Après l'événement scandaleux du bar Le Fou du roi, une conseillère de la Ville de Gatineau a soutenu à la télévision que la ville est inclusive. Ce geste est une conséquence de l'insignifiant *Énoncé*

des valeurs. Au lieu de le retirer de la circulation, je suggère d'ajouter comment octroyer les contrats dans le domaine de construction au Québec. Comme ça les nouveaux arrivants apprendront à déguster le vin et le pot.

Habib Boucetta, Ottawa (Nepean)

La culture au lieu du hockey

Le conflit dans la LNH pourrait bien se transformer en une terrible perte pour les deux parties. Comme l'évoquait Barack Obama, joueurs et propriétaires semblent oublier ceux qui sont vraiment à la source du pactole: les amateurs. Sans eux, le partage des revenus ne serait plus un enjeu. Or, comme les œufs de l'histoire, ils pourraient bien se tarir si les joueurs et les propriétaires s'acharnent à vouloir tuer la poule. La bonne nouvelle dans tout ça? Les amateurs pourront découvrir d'autres façons de se divertir: la télé, la musique, le théâtre, la danse, les films... et, pourquoi pas, les livres?

Marc Haentjens, Ottawa

LE DROIT, LE MERCREDI 31 OCTOBRE 2012

BUREAU D'OTTAWA

47, rue Clarence, bureau 222, case postale 8860, succursale T, Ottawa (Ontario) K1G 3J9

DIRECTION GÉNÉRALE

PRÉSIDENT ET ÉDITEUR

Jacques Pronovost

ADJOINTE AU PRÉSIDENT

Claude Simard

COORD. PROMO ET COMM.

Mélanie Proulx

ADMINISTRATION ET FINANCES

CONTRÔLEUR

Virginie Richer

RESPONSABLE ADMIN ET PAIE

Lynne Bazinet

RÉDACTION

RÉDACTEUR EN CHEF

Jean Gagnon

DIRECTEUR DE L'INFORMATION

Patrice Gaudreault

BUREAU DE GATINEAU - SERVICE À LA CLIENTÈLE

Promenades de l'Outaouais, 1100, boul. Maloney Ouest, case postale 82050, Gatineau (Québec) J8T 8E1

PUBLICITÉ

DIRECTEUR PRINCIPAL VENTES

Eric Brousseau

DIRECTEUR VENTES, DÉV. AFFAIRES

Normand Lalonde

COORD. CONTENUS PUBLICITAIRES

Caroline Portelance

PRODUCTION ET INFORMATIQUE

DIRECTEUR PRINCIPAL, PROD.

Raymond Bégin

DIRECTEUR, TECHNOLOGIE INFO.

Louis Simoneau

CONSEILLER, SYS. INFORMATIQUES

Antoine Boulet

ABONNEMENTS ET TIRAGE

DIRECTEUR PRINCIPAL, TIRAGE

Robert Schiffo

SUPERVISEUR SERVICE À LA CLIENTÈLE

Marie-Josée Hahn

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can: 1.877.880.6040 Intem: 800.364.0364
CONTAINS AND PROTECTED BY APPEARANCE